

## Présentation Sanabel (5 avril 2008)

Pour introduire cette table-ronde, j'ai la joie de partager avec vous quelques réflexions tirées de l'expérience de BNP Paribas dans le domaine de la microfinance. Je souhaite vous montrer comment cette activité est enracinée à la fois dans les valeurs du groupe, et dans son savoir-faire d'établissement financier.

**L'engagement de BNP Paribas dans la microfinance remonte à plus de 15 ans.** Dès 1993, à la fois BNP et Paribas s'étaient déjà engagées en France pour soutenir l'Adie (l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique). Aujourd'hui, BNP Paribas continue d'accompagner le développement de l'Adie dont il est l'un des premiers partenaires financiers, avec une ligne de financement de € 6,5 Mios. Par ailleurs, la Fondation BNP Paribas a décidé en 2005 de mettre à disposition de l'Adie € 2 Mios de subventions sur trois ans dans le cadre du projet Banlieue.

**À partir de 2002, au lendemain des objectifs du millenium, l'engagement du groupe s'exprime aussi à l'international,** d'abord en Afrique subsaharienne où nos filiales ont commencé à refinancer des institutions de microfinance locales, et assez rapidement après au Maroc. Capitalisant sur ces premières expériences, le groupe a lancé fin 2006 un projet ambitieux de développement de la microfinance, mettant l'accent dans un premier temps sur le refinancement en monnaie locale d'institutions de microfinance, par ses filiales et entités de la zone MENA (Middle-East & North Africa), d'Afrique, d'Amérique Latine, et d'Asie. Ce projet transverse mobilise pour partie de leur temps une centaine de collaborateurs dans trois pôles internationaux du groupe. Nous avons travaillé avec Planet Rating et avec notre Direction des Risques pour définir une politique spécifique de risques pour la microfinance, qui inclue à la fois des critères sociaux et financiers. Nous avons signé en mars 2007 un accord-cadre avec l'Agence Française de Développement pour appuyer en commun le secteur de la microfinance et les projets de responsabilité sociale et environnementale dans les pays émergents. Un an et demi plus tard, les engagements du groupe atteignent environ 80 M € BNP Paribas refinance 23 institutions de microfinance dans douze pays. L'impact social est supérieur à 450,000 emprunteurs finaux (dont 80% de femmes), soit plus de 2 millions de personnes en comptant les familles.

**En s'appuyant sur l'expérience acquise, la banque œuvre au développement d'une offre microfinance aux clients sensibles à un investissement socialement responsable et solidaire.** La démarche n'est pas nouvelle, du moins pour nos grands clients privés. Depuis 2005, en effet, la Banque Privée de BNP Paribas et Planet Finance sont partenaires pour le développement du fonds de microfinance ResponsAbility, conseillé par Planet Finance et proposé aux clients internationaux de BNP Paribas Banque Privée. Plusieurs sujets sont actuellement en cours d'étude. Ils vont des modalités de distribution à davantage de segments clientèle, à l'introduction de critères objectifs de performance sociale en plus des critères de performance financière.

**Un dernier type d'activité, qui a démarré depuis environ un an, est l'initiative BNP Paribas de bénévolat de compétences** autour de deux axes, « Jacadie » en France et « Microfinance sans frontières » à l'international. Elle vise à soutenir la microfinance par un apport bénévole de savoir-faire, en partenariat notamment avec l'Association des retraités de la Banque qui compte quelques 20 000 adhérents. La microfinance peut avoir besoin de savoir-faire autant que de capitaux.

Pour conclure, je souhaite échanger avec vous sur quelques convictions profondes qui s'inscrivent dans les valeurs sociales et professionnelles de notre groupe. Cela inspire quatre remarques :

Premièrement : la microfinance n'est pas un outil magique de lutte contre la pauvreté. Elle contribue au développement à condition d'être accompagnée de politiques d'infrastructures, de paix, d'éducation, ... Même dans un contexte favorable, c'est un immense défi pour la microfinance de soutenir les plus pauvres et il est essentiel que cet objectif continue de sous-tendre son développement. De même que les IMF, les acteurs financiers, qui opèrent dans la microfinance sur le mode *business*, doivent inscrire leur action dans le cadre de la responsabilité sociale. Pour une banque citoyenne, s'engager en faveur de la microfinance, c'est contribuer au développement en mobilisant des compétences inhérentes à son métier et à son savoir-faire. Ainsi, **pour BNP Paribas, la microfinance est un champ naturel d'expression de la responsabilité sociale de l'entreprise, à travers une activité structurée sur le mode bancaire, à laquelle il est demandé de dégager un minimum de rentabilité qui en assure la pérennité.** Cet équilibre est également recherché par ceux de nos clients qui souhaitent investir dans une offre socialement responsable, tout en attendant un rendement minimum de leur investissement : la microfinance se distingue de la philanthropie en combinant la recherche d'une **performance financière** et d'une **performance sociale**. Les choix d'investissement peuvent ainsi reposer sur de nombreux éléments d'appréciation : maîtrise des risques et développement rentable, mais aussi gouvernance, capacité à cibler les pauvres, adaptation des services aux besoins des clients, bénéfices attendus pour ces mêmes clients, ...

*Deuxièmement* : **un facteur clé de succès de la microfinance a été et reste sa capacité à couvrir ses coûts et ses risques.** Cette condition essentielle, bien comprise par les institutions de microfinance, est également au cœur de l'approche des banques qui refinancent l'activité. Qu'observe-t-on ? Depuis 10 ans, la microfinance connaît un taux de croissance impressionnant de 30 à 40% l'an. Certaines analyses prévoient à l'horizon 2015 une multiplication par 10 des encours dans le microcrédit. Il existe aujourd'hui une centaine de fonds de microfinance et il s'en crée un chaque mois. Certaines banques dans les pays émergents abordent la microfinance comme un vrai marché dans la cadre d'une stratégie de diversification. Ceci a une toutefois conséquence importante : même si le marché est loin d'être saturé, il change, se financiarise, peut devenir plus concurrentiel, et de nouveaux intervenants peuvent en modifier le fonctionnement et le profil de risques. Notre vigilance à tous, sur un secteur encore très jeune, est le meilleur gage pour éviter que la microfinance ne devienne un futur subprime. Tant au niveau des banques, des gestionnaires d'actifs, que des institutions de microfinance, trois facteurs de succès sont essentiels : **la sélectivité, le professionnalisme et le développement d'un microcrédit responsable**, en particulier concernant les dangers du surendettement. Mais la microfinance a déjà montré qu'elle pouvait et savait proposer un modèle original et robuste.

*Troisièmement* : **L'innovation fait partie intégrante du développement de la microfinance**, tant en matière d'offre de produits et services que d'avancées technologiques qui ouvrent des perspectives nouvelles comme les services financiers attachés à la téléphonie mobile, ou le micro-investissement par Internet. Certes, la technologie peut accélérer le développement du secteur, mais il ne faut pas oublier une évidence : **la microfinance repose sur une relation personnelle** entre un micro-emprunteur et un agent de crédit, qui connaît son client, lui fait confiance et, souvent, l'éduque financièrement.

*Une quatrième et dernière remarque* : on sous-estime peut-être un axe de développement potentiel important, celui de **la microfinance dans les pays du Nord**. Dans l'Union Européenne, 70 Mios de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. L'Union Européenne a lancé il y a quelques mois une initiative pour soutenir la microfinance. Il est extrêmement précieux que **le modèle d'une microfinance efficace et responsable** ait été porté par les pays dits du Sud : ce sont sans doute des composantes entières de ce modèle performant qu'il convient à présent de transposer en Europe. Le développement ne s'arrête pas aux frontières.

Alors, pour conclure : sans ignorer les défis qu'elle doit relever, nous croyons à la microfinance, nous sommes confiants dans la microfinance, nous soutenons le développement de la microfinance.